

Brochure n° 3262

Convention collective nationale

IDCC : 1621. – **RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE**
(4^e édition. – Juillet 2004)

AVENANT DU 21 OCTOBRE 2005
À L'ACCORD DU PRÉVOYANCE DU 8 MARS 1994
NOR : ASET0551432M
IDCC : 1621

Entre :

La chambre syndicale de la répartition pharmaceutique (CSRP),

D'une part, et

La fédération nationale des industries chimiques CGT (chimie, parachimie, pharmacie, pétrole, caoutchouc, plastiques) ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière (officine, industrie, VM, droguerie, répartition, laboratoires d'analyses) ;

La fédération chimie énergie CFDT ;

La fédération nationale chimie, mines, textile, énergie CFTC ;

La fédération nationale du personnel d'encadrement des industries chimiques, parachimiques et connexes CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Par le présent avenant, les parties conviennent que, compte tenu du déficit du régime du collège non cadre sur les exercices 2003 et 2004, un réajustement des taux de cotisation est nécessaire.

Article 2

Cotisations

L'article 4.1 de l'avenant du 22 novembre 1996 à l'accord professionnel de prévoyance du 8 mars 1994 et modifié par l'avenant du 29 mars 2002 reste inchangé.

Les 2 premiers alinéas de l'article 4.2 de l'avenant du 22 novembre 1996 à l'accord professionnel de prévoyance du 8 mars 1994 (également modifié par l'avenant du 29 mars 2002) précisant les taux de cotisation et d'appel pour le régime non cadre sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 4.2. Non-cadres : le taux de cotisation destiné à couvrir les garanties maladie-chirurgie-maternité est fixé à 2,25 % des salaires bruts à compter du 1^{er} avril 2005 (1,52 % en Alsace-Moselle). Ce taux est appelé à 100 %.

Le taux de cotisation destiné à couvrir les garanties décès-invalidité-incapacité de travail est fixé à 2 % des salaires bruts (2 % en Alsace-Moselle).

Ce taux est appelé à 98,50 % à partir du 1^{er} janvier 2006, soit 1,97 % des salaires, puis à 101 % à partir du 1^{er} juillet 2006, soit 2,02 % des salaires. »

Le reste sans changement.

Article 3

Dépôt

Le texte du présent avenant sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi à Paris, conformément à l'article R. 132-1 du code du travail.

Article 4

Demande d'extension

Les parties signataires prendront toutes les dispositions utiles et effectueront auprès des pouvoirs publics les démarches nécessaires pour obtenir dans les meilleurs délais l'extension du présent avenant, conformément à la législation en vigueur. Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 21 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)